

Partir étudier en France

Bourses, visa, budget et installation pour les familles haïtiennes

Édition 2026–2027

Guide pratique de préparation et de vérification

Ce guide aide à organiser

- choix de ville, d'établissement et de programme ;
- bourses, admissions et dossier Campus France ;
- visa long séjour, budget, logement et assurance ;
- travail, titre de séjour et installation prudente.

01

Documents

admission, visa, dossier

02

Bourses

stratégie et annuaire

03

Installation

budget, hiver, travail



Préparé pour les familles et candidats haïtiens qui veulent avancer avec méthode, prudence et clarté.

Note importante

Aucune garantie

Ce guide ne garantit pas l'admission, une bourse, un visa, un titre de séjour, un emploi, un logement, une autorisation de travail ou un droit de résidence.

Les règles françaises changent. Les frais, seuils financiers, dates limites, exigences de visa, exigences de logement, conditions de travail et critères de bourse doivent être vérifiés directement sur les sites officiels avant toute décision.

Ce document est un outil d'organisation et de préparation. Il ne remplace pas les décisions des établissements, de France-Visas, de Campus France, des autorités françaises, des organismes de bourse ou d'un représentant autorisé.

Table des matières

Note importante	ii
I Comprendre le projet	1
1 Pourquoi la France pour les étudiants haïtiens : Analyse stratégique et guide des procédures	2
2 Guide d'analyse du système d'enseignement supérieur français et des parcours de mobilité pour les étudiants haïtiens	9
3 Rapport stratégique : Choisir une ville, un établissement et un programme d'études en France pour l'étudiant haïtien	16
4 Langue, culture et adaptation académique : Le guide de la réussite pour les étudiants haïtiens en France	23
II Bourses et admissions	30
5 Panorama des bourses et financements pour les études en France : Guide stratégique à l'usage des étudiants haïtiens et de leurs familles	31
6 Bourses gouvernementales et programmes officiels : Guide stratégique de la mobilité universitaire pour les étudiants haïtiens	38
7 Guide de la mobilité académique pour les étudiants haïtiens : Bourses, financements et cadre réglementaire pour étudier en France	46
8 Guide complet des cycles supérieurs en France : Accès au Master, au Doctorat et aux financements de recherche pour les étudiants haïtiens	53
9 Documents haïtiens, traduction et légalisation : Le guide d'excellence pour les études en France	62
10 Guide de l'excellence universitaire en France : manuel d'admission pas à pas pour les étudiants haïtiens	71
III Visa, logement, budget et travail	77
11 Guide de l'étudiant haïtien : Maîtriser le parcours du visa d'études pour la France	78

12 Les clés de la réussite administrative après l'arrivée en France : guide pour l'étudiant haïtien et sa famille	85
13 Budget, logement et change : guide de préparation financière et administrative pour les étudiants haïtiens en France	92
14 Guide d'intégration des étudiants haïtiens en France : santé, assurance, logement et défense des droits	100
15 Le travail pendant et après les études : Droits, démarches et réalités pour les étudiants haïtiens	108
16 Guide de la mobilité académique en France : Analyse comparative des métropoles d'accueil et des parcours administratifs	114
IV Installation et outils pratiques	124
17 Guide de l'étudiant haïtien en France : Organisation et vie quotidienne	125
18 Communauté haïtienne, intégration et droits	133
19 Modèles d'emails et de lettres : Correspondance administrative et universitaire	140
20 Calendrier 12 mois et checklist finale	145
21 Annuaire des bourses et aides financières pour la France	151
22 Kit de survie : L'arrivée en France	156
23 Cahier d'exercices, trackers et outils pratiques de réussite	161
Sources officielles	167
Checklists finales	169

Première partie

Comprendre le projet

1

Pourquoi la France pour les étudiants haïtiens : Analyse stratégique et guide des procédures

Pourquoi la France pour les étudiants haïtiens : Analyse stratégique et guide des procédures Le choix de la France, entre opportunités académiques et réalités migratoires

Pour les familles et les étudiants en Haïti, la planification des études supérieures représente l'un des investissements les plus décisifs d'une vie. Face aux difficultés systémiques nationales, l'accès à une formation internationale d'excellence apparaît comme un levier fondamental d'émancipation intellectuelle et de réussite professionnelle. Historiquement, la France s'impose comme une destination d'élection pour la jeunesse haïtienne. Cette préférence repose sur des liens linguistiques partagés, une reconnaissance mutuelle des parcours académiques et un réseau de coopération universitaire solidement implanté.

Toutefois, la réussite d'un tel projet requiert une compréhension fine des exigences administratives, des réalités financières et des barrières consulaires. Ce chapitre offre une analyse factuelle et rigoureuse pour guider les candidats, leurs parents et la diaspora qui les soutient, tout au long de ce parcours exigeant.

Signalement d'informations volatiles à vérifier avant publication

Les politiques migratoires, consulaires et tarifaires sont soumises à des ajustements fréquents en fonction des directives ministérielles et de la situation sécuritaire en Haïti. Avant toute publication ou décision finale, il est impératif de vérifier les éléments suivants auprès des instances officielles :

Les frais de dossier pour l'Espace Campus France en Haïti (historiquement fixés à 5 800 HTG).

Le taux de chancellerie appliqué par la section consulaire de l'Ambassade de France à Port-au-Prince pour le paiement des frais de visa en gourdes haïtiennes (HTG).

Les conditions opérationnelles et les modalités de prise de rendez-vous auprès de l'Ambassade de France (via la Sogebank) ou de l'Ambassade du Mexique (via le portail MiConsulado).

Les montants exacts des taxes de validation et de renouvellement de titre de séjour sur la plateforme de l'Administration des Étrangers en France (ANEF).

L'attractivité multiforme du modèle universitaire français

Le choix de la France par les étudiants haïtiens s'explique par une combinaison d'avantages académiques, financiers et sociaux qu'il convient de détailler objectivement.

L'excellence académique et la flexibilité du système LMD

Le système d'enseignement supérieur français repose sur l'architecture européenne LMD (Licence, Master, Doctorat), facilitant la mobilité internationale des diplômés. Avec plus de 3 500 établissements publics et privés, la France couvre l'intégralité des champs disciplinaires. Pour un étudiant issu du système éducatif haïtien, l'intégration se fait sans rupture majeure, les diplômes nationaux français bénéficiant d'une reconnaissance internationale automatique.

La langue comme facteur d'intégration immédiate

Le français étant la langue d'enseignement et d'administration en Haïti, l'étudiant haïtien s'affranchit des barrières linguistiques qui compliquent l'immigration vers les pays anglophones ou hispanophones. Cette maîtrise naturelle dispense généralement le candidat des examens de langue onéreux et longs à préparer, garantissant une concentration immédiate sur les objectifs académiques dès l'arrivée sur le territoire français.

L'accessibilité financière et la politique d'exonération

Bien que la France applique des droits d'inscription différenciés pour les étudiants extra-communautaires, les universités publiques conservent des tarifs hautement subventionnés par l'État français. De plus, de nombreux établissements publics accordent des exonérations partielles, permettant aux étudiants haïtiens de s'acquitter des mêmes droits d'inscription que les étudiants français et européens. Les écoles privées (de commerce ou d'ingénieurs), quant à elles, appliquent des tarifs libres et beaucoup plus élevés, oscillant généralement entre 6 000 et 18 000 euros par an.

Un cadre social protecteur pour l'étudiant étranger

Le modèle français se distingue par l'extension des droits sociaux aux étudiants internationaux, leur assurant des conditions de vie décentes :

La protection sociale universelle : L'affiliation gratuite à la Sécurité sociale française garantit le remboursement d'environ 60 % des frais médicaux, une couverture qui peut être complétée jusqu'à la gratuité complète par une mutuelle étudiante.

L'aide au logement (CAF) : Les étudiants étrangers ont accès aux allocations logement versées par la Caisse d'Allocations Familiales (CAF), ce qui réduit substantiellement le coût du loyer mensuel.

Le droit au travail étudiant : La législation autorise les étudiants étrangers à travailler à temps partiel jusqu'à 60 % de la durée annuelle légale du travail, leur permettant de s'auto-financer partiellement.

La passerelle professionnelle après le Master : Les titulaires d'un diplôme équivalent au Master peuvent obtenir un titre de séjour temporaire pour chercher un emploi ou créer une entreprise en France, facilitant une première expérience professionnelle qualifiante.

Restriction importante pour les professionnels de santé

Il convient de signaler une contrainte majeure concernant les filières médicales. Les professionnels de santé haïtiens souhaitant suivre des formations de troisième cycle en France (Diplômes d'Université - DU, Diplômes Inter-Universitaires - DIU, ou Certificats d'Études Spécialisées - CES) doivent impérativement bénéficier d'un statut légal autorisant l'exercice d'une activité de soins, généralement sous le statut de Faisant Fonction d'Interne (FFI) dans le cadre d'un DFMS ou DFMSA. Sans ce statut formel, l'accès au volet pratique de ces formations est interdit, sous peine de poursuites pour exercice illégal de la médecine.

Analyse comparative objective : France, Canada (Québec) et Mexique

Avant d'orienter définitivement le choix d'un étudiant, il est indispensable de comparer la France avec les deux autres grandes destinations de la région : le Canada (et particulièrement le Québec pour sa francophonie) et le Mexique.

Critère d'évaluation France Canada (Québec) Mexique Droits d'inscription universitaires

Faibles à modérés en secteur public (de 170 EUR à 3 800 EUR par an selon le niveau et les exonérations). Écoles privées de 6 000 EUR à 18 000 EUR .

Très élevés. De 35 000 \$ à plus de 50 000 \$ CAD par an pour le premier cycle , sauf exemptions bilatérales très limitées.

Exonération totale pour les lauréats des bourses d'excellence du gouvernement mexicain.

Garantie financière requise pour le visa

Minimum de 615 EUR par mois sur 10 mois (soit 6 150 EUR) , réduit à 315 EUR par mois en cas d'hébergement gratuit.

Très élevée. Preuve de capacité de paiement des droits de scolarité annuels majorée des frais de subsistance requis par l'immigration.

Intermédiaire. Justificatifs de revenus mensuels stables du garant ou octroi d'une bourse officielle.

Langue d'apprentissage Français (langue maternelle ou d'usage en Haïti). Intégration immédiate sans test préalable requis dans la majorité des cas.

Français au Québec. Anglais ou bilinguisme requis pour les autres provinces canadiennes.

Espagnol obligatoire. Nécessité de maîtriser la langue et de passer des certifications préalables. Accessibilité consulaire depuis Haïti

Service structuré via Campus France Haïti et l'Ambassade de France à Pétion-Ville. Délais d'instruction de plusieurs mois.

Procédure entièrement dématérialisée (obtention du CAQ puis du permis d'études fédéral) , marquée par un taux de refus élevé pour l'Afrique et Haïti.

Extrêmement difficile. saturation chronique du portail consulaire MiConsulado, rendez-vous indisponibles sur de très longues périodes.

Programmes de bourses d'études

Bourses du Gouvernement Français (BGF) et bourses BRH de l'Amitié France-Haïti (niveaux Master 2 et Doctorat).

Bourses d'excellence du Québec et exemptions de frais supplémentaires via l'AUF ou l'accord Québec-Haïti de 1987.

Bourses d'excellence du gouvernement mexicain couvrant la scolarité et offrant une allocation de subsistance mensuelle.

Analyse des alternatives

Bien que le Canada (Québec) offre d'excellentes perspectives professionnelles à long terme, les barrières financières y sont souvent infranchissables pour les familles de classe moyenne en Haïti. Les frais d'études y sont prohibitifs , et l'entente de 1987 sur les exemptions de frais de scolarité supplémentaires demeure extrêmement sélective et soumise aux enveloppes budgétaires annuelles des deux gouvernements.

Le Mexique présente un modèle avantageux pour les étudiants boursiers , mais la crise consulaire persistante à Port-au-Prince rend l'obtention d'un rendez-vous de visa ou de légalisation via MiConsulado presque impossible.

La France reste donc le choix le plus réaliste et équilibré, combinant des frais d'inscription modérés , l'absence de barrière linguistique et un dispositif d'accompagnement consulaire qui, bien que strict, demeure opérationnel à Port-au-Prince.

La procédure « Études en France » et les calendriers d'admission

Le passage par la plateforme dématérialisée « Études en France » (EEF) est obligatoire pour tous les candidats résidant en Haïti qui postulent dans l'enseignement supérieur français. Ce portail gère l'ensemble du processus, de l'inscription à la mise en relation avec les établissements, jusqu'à la phase pré-consulaire.

Les différentes plateformes selon le niveau d'études

La Demande d'Admission Préalable (DAP) : Concerne l'inscription en première année de Licence (Dossier Blanc) ou en école d'architecture (Dossier Jaune). Elle s'effectue directement sur le portail « Études en France ».

La procédure Hors-DAP : S'applique aux étudiants postulant pour une entrée en deuxième année de Licence (L2), troisième année (L3), ou en Master (M1 et M2) auprès des établissements connectés au dispositif.

La plateforme Parcoursup : S'adresse aux élèves préparant le baccalauréat français (lycées de l'AEFE) ou à ceux visant des formations spécifiques non connectées à EEF (BTS, CPGE, certaines écoles d'ingénieurs).

La plateforme CampusArt : Réseau spécifique destiné aux filières artistiques, de design, de mode et d'architecture.

Le calendrier de référence de la campagne d'admission

Les dates limites doivent être rigoureusement respectées par le candidat, sous peine d'exclusion automatique de la campagne annuelle d'admission.

Type de procédure / Plateforme Ouverture des inscriptions Clôture des dépôts de dossiers Réponses des établissements Choix définitif de l'étudiant DAP (Licence 1 et Architecture)

1er octobre

15 décembre

Avant le 30 avril

Avant le 31 mai (le défaut de réponse équivaut à un refus)